

53298



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.17/CRP.2
25 avril 1991

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Douzième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
29 avril - 7 mai 1991

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-sixième session de la Commission/
dix-septième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
9 - 13 mai 1991

**MESURES PRISES EN VUE DE L'HARMONISATION DES
POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE
ET DE L'INTEGRATION DES PROGRAMMES DE
DEVELOPPEMENT DU SECTEUR EN AFRIQUE**

ABBREVIATIONS

AAF-SAP	African Alternative Framework to Structural Adjustment Programmes for Socio-Economic Transformation
ADB	African Development Bank
AHG	Assembly of Heads of State
ALG	Autorité du Liptako Gourma
CEAO	Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest
CEBV	Communauté économique du bétail et de la viande
CEPGL	Communauté économique des Pays des Grands Lacs
CILSS	Comité inter-Etat de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CRTA	Centre de recherche sur la trypanosomiase animale
ECA	Economic Commission for Africa
ECCAS	Economic Community of Central African States
ECOWAS	Economic Community of West African States
EEC	European Economic Community
FAC	Fonds d'aide de coopération
FAL	Final Act of Lagos
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
GTZ	German Agency for Technical Co-operation
IARCs	International Agricultural Research Centres
IBAR	Inter-African Bureau for Animal Resources
ICIPE	International Centre for Insect Physiology and Ecology
IFAD	International Fund for Agricultural Development
IGADD	Intergovernmental Authority for Drought and Development
IGOs	Intergovernmental organizations
ILCA	International Livestock Centre for Africa
ILRAD	International Livestock Research on Animal Diseases
KBO	Kagera Basin Organization
LPA	Lagos Plan of Action
MULPOCs	Multinational Programming and Operational Centres
MRU	Mano River Union
NARCS	National Agricultural Research Centres
OAU	Organization of African Unity
PTA	Preference Trade Area for Eastern and Southern African States
SADCC	Southern African Development Co-ordination Conference
STRC	Scientific, Technical and Research Commission
UDEAC	Union douanière de l'Afrique Centrale
UMA	Union Maghreb arabe
UNDP	United Nations Development Programme
USAID	United States Agency for International Development
WAIGOS	Association of West African Intergovernmental Organizations
WHO	World Health Organization

INTRODUCTION

1. Le présent rapport¹ sur les mesures visant à harmoniser les politiques de développement du secteur de l'élevage et à intégrer les programmes de développement de ce secteur en Afrique a été élaboré par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) conformément à son programme de travail pour la période biennale 1990-1991. Le rapport contient des recommandations visant à jeter les bases de la transformation structurelle du secteur et à en assurer un développement soutenu dans les années 90 et au-delà dans le cadre de l'autosuffisance collective et de la solidarité africaine.
2. La Conférence des ministres devrait, à sa dix-septième session, adopter l'orientation que devrait suivre le secteur dans les années 90. La Conférence est également appelée à fournir les directives appropriées au secrétariat de la CEA, qui, en collaboration avec l'OUA et les principaux groupements économiques et en consultation avec toutes les institutions spécialisées des Nations Unies et organisations internationales concernées, doit aider à créer et maintenir un environnement propice permettant au secteur de se développer par ses propres ressources, de contribuer à la croissance et au développement durables de l'ensemble de l'économie et surtout, de fournir suffisamment de protéines animales pour satisfaire de manière plus appropriée les besoins des populations dans les années 90 et au-delà.
3. Différentes études effectuées au cours de la dernière décennie ont montré qu'une coopération fructueuse est non seulement nécessaire mais souhaitable pour assurer une exploitation optimale des ressources animales ou des potentialités du marché, la mise en valeur de vastes superficies dans les zones arides ou l'intégration et la participation active des populations nomades à la vie économique nationale et régionale. La coopération est en effet nécessaire car l'élevage se caractérise par le mouvement transfrontière des animaux et de leurs propriétaires à la recherche d'eau, de pâturages et des services divers (services de santé animale et/ou de commercialisation). Ainsi, les efforts de développement faits dans un pays peuvent affecter ou être affectés par les activités menées dans les pays voisins ou simplement par l'attitude des gouvernements voisins.
4. La coopération est également souhaitable car les groupements économiques recèlent de grandes potentialités tant en matière de production que d'échange. En favorisant l'avantage comparatif des pays producteurs et en préservant le marché sous-régional essentiellement pour la production sous-régionale de produits et sous-produits de l'élevage, toutes les parties concernées, à savoir les industries liées à l'élevage (transformation des produits et sous-produits) et les autres industries, en tireront d'énormes avantages.
5. Les éleveurs africains détenaient en 1990 un patrimoine évalué à 58,2 milliards de dollars E.-U. et il a été démontré que la réorganisation des structures de productions existantes, la réforme

¹ Le rapport a été élaboré après consultation des secrétariats de l'OUA/IBAR basés à Nairobi (Kenya), de la CEEAC à Libreville (Gabon), de la CEDEAO à Lagos (Nigéria) ainsi que de la CEBV, de la CEAO, du CTESS et de l'ALG à Ouagadougou (Burkina Faso). Le Gouvernement du Burkina Faso qui accueille plusieurs OIG, a été consulté au plus haut niveau sur les questions examinées. Les représentants de la FAO au Nigéria et au Burkina Faso ont également été suffisamment informés. En raison des contraintes de temps et des ressources limitées, toutes les institutions s'occupant d'élevage n'ont pu être visitées. Toutefois, dans le passé, des contacts avaient été établis avec certaines d'entre elles, notamment le CIPEI, le CIPEA, l'ILRAD et la FAO.

de certaines institutions de la volonté politique aidant, le secteur de l'élevage pourrait se développer par ses propres moyens et prendre son essor. Il pourrait ainsi contribuer considérablement à la transformation des structures socio-économiques du continent, notamment par la création d'emplois au niveau des industries connexes et l'amélioration des revenus et de l'assiette de l'impôt. En outre, le secteur pourrait être amené à fournir, à très court terme, suffisamment de viande pour réaliser la sécurité alimentaire en matière de produit d'origine animale sur le continent avec une consommation par habitant plus élevée et améliorer substantiellement l'autosuffisance en produits laitiers.

6. Le manque de coopération a également entraîné des pertes et un gaspillage considérables, notamment en ce qui concerne les productions qui sont déjà obtenues dans des situations difficiles par les éleveurs vivant, il est vrai, dans des conditions proches de la subsistance pour ce qui est de l'utilisation des intrants et services. La conséquence en a été une augmentation des coûts de production, des risques de production et davantage d'aléas en matière de commercialisation des produits de l'élevage. Les pertes seront évidemment plus importantes dans les années 90 si la marginalisation du continent africains se poursuivait.

7. Les effets de la réduction des flux d'aide extérieure, qui ont permis à ce jour de développer dans une certaine mesure le secteur de l'élevage en Afrique, notamment grâce aux projets, s'aggraveront, la conséquence immédiate de la marginalisation du continent sur le secteur de l'élevage sera l'intensification de la perte des acquis en matière de service de santé animale et de mis en valeur des ressources en eau.

8. Il y a lieu de rappeler que la volonté manifeste de coopérer dans tous les domaines de l'activité économique, y compris l'élevage, existe réellement. En effet, conformément aux directives de la Déclaration de Monrovia pour un engagement en vue du développement collective autonome et auto-entretenu, les principaux groupements économiques étaient appelés à encourager la coopération sous-régionale et régionale dans tous les domaines, notamment dans le domaine agricole, afin d'aider à assurer une autosuffisance et une sécurité collectives accrues. Conformément à l'Acte final de Lagos, les OIG devraient, en collaboration étroite avec les principaux groupements économique², voire sous la coordination de ceux-ci, promouvoir une plus grande intégration des économies sectorielles en encourageant la mise en commun et l'exploitation conjointe des ressources, des institutions et des marchés.

9. Les moyens d'intervention préférés des principaux groupements économiques devraient être l'harmonisation des politiques de développement et l'intégration des programmes de développement. L'utilisation effective de ces moyens devrait permettre d'assurer l'exploitation optimale et conjointe des ressources et la réalisation des objectifs de développement fixés par la plus grande autorité au profit des populations d'une sous-région données ou du continent. On reconnaît cependant, que les groupements économiques ne peuvent avoir aucun impact appréciable faute d'une harmonisation effective des politiques et d'une intégration des programmes au niveau national, et d'une coordination des interventions des différentes OIG.

10. C'est ainsi que, lors de l'élaboration du présent rapport, la concertation avec les différents groupements économiques et les OIG a été axée sur les questions suivantes :

² Les principaux groupements économiques qui existent à ce jour sont la CEDEAO, la CEEAC et la ZEP; celui de l'Afrique du Nord est en voie de création.

a) Que faut-il au secteur de l'élevage pour satisfaire de manière plus appropriée, les besoins des populations en matière de produits alimentaires d'origine animale dans les années 90 et au-delà, dans le cadre d'une autosuffisance accrue ?

b) Que faut-il pour que le secteur de l'élevage contribue davantage et de manière durable à la transformation structurelle des économies africaines dans les années 90?

11. Les activités ci-après ont été par la suite entreprises :

a) Examen des activités menées par les principaux groupements économiques et OIG visités en matière de promotion de la coopération sous-régionale en vue de l'intégration des systèmes d'élevage, notamment au cours de la dernière décennie;

b) Définition de domaines nécessitant une intensification de la coopération sous-régionale, de l'harmonisation des politiques et de l'intégration des programmes;

c) Examen de la contribution éventuelle de la recherche au processus de transformation structurelle du secteur de l'élevage dans les années 90;

d) Examen de voies et moyens permettant de promouvoir la transformation structurelle du secteur de l'élevage dans les années 90 dans le cadre de l'autosuffisance collective.

12. Comme les autres secteurs, l'élevage figure dans le programme de travail de chacune des institutions visitées. Cependant, les interventions de ces institutions, notamment dans le cas des institutions africaines, est largement fonction de la bonne volonté de la communauté internationale, qui appuie leur programme. L'aide fournie à ce jour ayant été insuffisante, la contribution de la plupart des institutions africaines au processus d'harmonisation des politiques de développement de l'élevage et d'intégration des systèmes d'élevage, dans leurs domaines d'intervention et conformément à leur mandat respectif, a été insignifiante.

13. En fait, les principaux groupements économique n'ont pas de programme de travail global visant à l'harmonisation des politiques de développement de l'élevage et à l'intégration des programmes de développement du secteur. Ces institutions peuvent donc difficilement contribuer à créer un environnement qui permette au secteur de se développer dans le cadre de l'autosuffisance collective et de fournir davantage de produits alimentaires d'origine animale pour satisfaire la demande sous-régionale et régionale.

14. Naturellement, l'existence de grands groupements économiques n'a pas permis, malgré les énormes potentialités une augmentation notable du volume des échanges intra-africains de produits et sous-produits de l'élevage pour réaliser une autosuffisance et une sécurité collectives accrues en matière de produits alimentaires d'origine animale, ni l'adoption par leurs organes de décision, de réglementations relatives à la facilitation du commerce. Au contraire, le continent dépend davantage du monde extérieur pour assurer sa sécurité alimentaire en matière de produit d'origine animale (viande congelée).

15. Les analystes de politiques reconnaissent qu'il est nécessaire de renverser la tendance actuelle de la performance du secteur de l'élevage. Toutefois, les avis sont partagés quant à la nécessité de passer d'une dépendance excessive vis-à-vis de l'extérieur à l'autosuffisance et donc de promouvoir le développement du secteur dans le cadre de l'autosuffisance collective. En effet,

on pense que la plupart des gouvernements ne seraient pas intéressés par une telle initiative car ils éprouvent des difficultés à acquitter leurs contributions au budget des OIC, voire à verser les traitements de leurs fonctionnaires. Il faut rappeler que si un environnement propice était créé, le secteur de l'élevage pourrait se développer par ces propres ressources.

16. Le rapport comporte quatre parties. L'introduction donne un aperçu de l'étude. La deuxième partie porte sur l'analyse des efforts d'harmonisation des politiques de développement de l'élevage alors que dans la troisième partie, sont analysés les efforts d'intégration des programmes de développement du secteur. Quant à la quatrième partie, elle est consacrée aux conclusions et recommandations visant à créer et à préserver un environnement propice à la transformation structurelle du secteur de l'élevage dans les années 90 et au-delà.

I. HARMONISATION DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE

A. Les mesures prises

17. La CEA a joué un rôle actif dans les efforts visant à harmoniser les politiques de développement du secteur de l'élevage en Afrique dans le cadre de l'autosuffisance collective. Des études ont été faites, qui ont pris la forme de rapports et de documents techniques présentés aux organes de décision de la CEA et des MULPOC ainsi qu'à des réunions techniques et des séminaires. Les efforts visaient en particulier à :

a) Sensibiliser les analystes de politiques et les décideurs à l'importance économique du secteur;

b) Appeler l'attention des analystes de politiques d'élevage et des décideurs sur la capacité du secteur à contribuer et à réaliser l'objectif de la sécurité collective en matière de produits alimentaires d'origine animale dans le cadre de l'autosuffisance collective et de la solidarité africaine;

c) Mettre en garde les analystes de politiques et les décideurs contre toute occasion manquée en raison de la dépendance excessive à l'égard de l'extérieure, de l'application de politiques mal conçues et de l'absence de coopération aux niveaux national et régional. La CEA a, par exemple, estimé que la sous-région de l'Afrique de l'Ouest perd environ 1 milliard de dollars E.-U. par an dans le seul sous-secteur bovin. Environ 80% de ces pertes pouvaient être évitées.

18. Des mesures et des recommandations ont été arrêtées pour faire face à chacune de ces questions; un plan directeur en vue de la réduction des pertes et de l'élimination du gaspillage ainsi qu'un cadre d'intervention dans le secteur de l'élevage ont été élaborés. Des réunions ont été organisées afin d'aider les gouvernements concernés à établir des co-entreprises pour la production d'intrants et produits essentiels de façon à ce que le secteur de l'élevage puisse se développer rapidement et de manière autonome et contribuer aux efforts d'industrialisation du continent.

19. Les effets de la participation de la CEA au développement du secteur sont moins perceptibles car il s'agit de sensibiliser les analystes de politiques et les décideurs et d'influer sur leurs attitudes et leurs idées de façon à aider à créer un environnement propice où :

a) L'élevage sera considéré comme une activité économique en soi;

b) Les opérateurs du secteur de l'élevage développeront ce secteur dans le cadre de l'autosuffisance;

c) Le secteur contribuera davantage au développement général.

De par son mandat, la CEA ne pouvait pas et ne devrait pas imposer aux gouvernements africains sa conception du développement de l'élevage; elle devrait plutôt les gagner à ces points de vue par la persuasion. En outre, son aide a porté sur les possibilités de développer le secteur sur la base de l'autosuffisance. Elle ne peut, de ce fait, fournir de ressources financières pour l'exécution des programmes définis.

20. La CEA s'est plutôt attachée à faire remarquer aux analystes de politiques que l'Etat-providence était en voie de disparition sur le continent et que l'époque de la vache laitière avait pris fin. Ainsi, ses efforts ont visé à faire en sorte que le développement de l'élevage soit autocentré et à définir les domaines où il est possible de mobiliser les ressources internes et de réduire le gaspillage. D'une manière générale, les efforts ont visé à faire en sorte que le secteur dépende moins de l'aide et des facteurs extérieurs à faire passer le secteur de l'état de stagnation dans lequel il se trouve à celui d'une croissance soutenue et d'un développement à long terme allant de pair avec la transformation.

21. Bien que parmi les premiers bénéficiaires de l'activité de la CEA devraient figurer les principaux groupements économiques et les OIG, qui ont des domaines d'intervention particuliers et bien définis et sont plus proches des Etats membres, il semble que le lien entre la CEA et les principaux groupements économiques et les OIG, entre les groupements économiques eux-mêmes et entre ceux-ci et les OIG, reste ténu. Il en est ainsi même de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, où un sous-comité de l'élevage a été créé afin que toutes les OIG concernées et la CEDEAO se regroupent dans le cadre de l'Association des organisations intergouvernementales d'Afrique de l'Ouest, (WAIGOS), dont le MULPOC assure le secrétariat.

22. Les programmes de développement de l'élevage de ces institutions étant essentiellement basés sur la mobilisation de l'aide extérieure, ce qui est contraire aux principes directeurs d'une autosuffisance accrue, les services fournis par la CEA deviennent donc moins intéressants. Toutefois, face à la marginalisation du continent africain, au succès mitigé des programmes d'ajustement structurel imposés de l'extérieur (les programmes d'ajustement structurel classiques) et à la demande croissante d'une démocratisation véritable du processus de développement, les études effectuées par la CEA vont certainement influencer la conception du développement de ce secteur dans le cadre de l'autosuffisance.

23. Les OIG de l'Afrique de l'Ouest, notamment le CILSS, la CEBV, la CEAO et l'ALG, se sont efforcées d'harmoniser les interventions des Etats membres, en particulier pendant la mise en oeuvre de la campagne panafricaine sur la peste bovine et la période de transhumance en organisant des réunions consultatives. Elles se sont efforcées, individuellement ou collectivement, d'instituer l'utilisation des passeports ou d'un certificat pour la transhumance de façon à contrôler la circulation du bétail, de normaliser la collecte des statistiques, de mettre au point un système de gestion de l'information sur le cheptel et les marchés de bétail, d'élaborer un code d'utilisation des ressources pastorales et de promouvoir l'intégration de l'élevage à l'économie rurale. Des tentatives ont également été faites pour harmoniser les politiques de production en favorisant la spécialisation.

24. Malheureusement, dans l'ensemble, ces efforts n'ont pas été appuyés et ont de ce fait donné des résultats très en-deçà des espérances. L'élevage fait l'objet d'un regain d'intérêt de la part de ces OIG qui oeuvrent notamment à harmoniser leurs propres stratégies de développement et à intégrer leurs programmes d'aide grâce à une certaine division du travail et à des opérations en association. Ce rapprochement semble répondre au souhait des donateurs de fixer des conditions à l'examen de toute demande faite par l'une ou l'autre de ces OIG de la sous-région.

25. En effet, il est de plus en plus difficile aux donateurs de recevoir et de traiter des demandes identiques émanant de différentes OIG travaillant pour les mêmes pays, voire ayant leur siège dans la même ville. Ainsi, la communauté des donateurs a fait savoir qu'elle voudrait traiter avec un porte-parole de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et les OIG ont réagi favorablement et collectivement en désignant la CEDEAO à cet effet.

26. D'autres institutions, notamment la CEE, l'USAID et la CIPEA, ont élaboré une stratégie et un cadre d'orientation pour leur intervention dans le secteur de l'élevage en Afrique. A titre d'exemple, la CEE a saisi l'occasion qui lui était offerte de participer au financement de la campagne panafricaine contre la peste bovine pour élaborer des programmes de restructuration du secteur de l'élevage dans les pays qui demanderaient une assistance financière. Il se pose toutefois la question de savoir si ces programmes conçus selon le principe des programmes d'ajustement structurel classiques déboucheront sur un changement significatif qui permette une transformation structurelle du secteur.

27. La CIPEA a élaboré une stratégie de recherche zootechnique en Afrique subsaharienne pour les années 90 et au-delà. Cependant, dans le cadre du réaménagement de son champs d'activités, il a décidé de se retirer des zones qui recèlent des potentialités en matière du développement de l'élevage en Afrique, à savoir les zones arides. Ces zones, qui ont un avantage comparatif en matière de production animale en Afrique et détiennent l'essentiel des ressources animales, posent plus des problèmes et constituent un plus grand défi pour la recherche que les zones d'intervention actuelles du CIPEA, à savoir la zone humide et les hauts plateaux.

B. Les mesures à prendre au cours des années 90

28. Les efforts faits à ce jour pour harmoniser les politiques de développement de l'élevage ont consisté en l'élaboration de documents d'orientation, qui au mieux, sont demeurés au niveau des institutions qui les ont établis et financés. Les OIG et les Etats membres ont souvent affaire à une multitude de stratégies qui sont souvent confuses, voire contradictoires. Ainsi, certains pays élaborent une stratégie unifiée privilégiant l'autosuffisance nationale, ce qui pourrait entraîner davantage de confusion.

29. Sans remettre en question le bien-fondé de l'harmonisation des politiques de développement, un pays membre peut toujours ne pas percevoir concrètement la contribution éventuelle que ce projet peut apporter à son économie (augmentation des revenus ou de la quantité de viande ou de produits laitiers), ce qui peut expliquer son hésitation à souscrire effectivement à la proposition d'harmonisation et surtout à y consacrer des ressources.

30. Pour atteindre cet objectif, il faudrait mieux évaluer, en termes économiques, le coût et les avantages de la coopération dans un domaine donné et communiquer plus efficacement les conclusions à toutes les parties concernées. En attendant, il faudrait s'efforcer d'encourager l'harmonisation des politiques de développement de l'élevage grâce à la fourniture, par un groupe

d'OIG compétentes, de services consultatifs à tout Etat membre qui élabore sa stratégie et ses programmes nationaux de développement de l'élevage.

31. Sur le plan collectif, les OIG devraient faire un effort pour persuader le pays concerné de la nécessité d'harmoniser les politiques et coordonner les interventions au niveau national et, surtout, tenir compte de la dimension sous-régionale et régionale du développement de l'élevage. Les OIG pourraient également fournir des informations susceptibles d'accroître les chances de succès de leurs stratégies ou amener le pays concernés à établir des contacts avec ses voisins dans le but d'harmoniser des politiques données et d'intégrer des programmes de développement dont chaque partenaire retirerait des avantages.

C. Mise en place d'un système de gestion de l'information sur l'élevage et capacité d'analyse des OIG oeuvrant dans le secteur de l'élevage

32. Normalement, et sans faire abstraction de la nécessité de la solidarité africaine, pour arriver à persuader un gouvernement d'appliquer d'autres politiques et programmes de développement, en particulier dans le cadre de l'autosuffisance collective, il faut que celui-ci soit convaincu que les politiques qu'il applique déjà sont peu rentables par rapport au coût et que les avantages qu'il retirerait de cette solution de rechange sont évidents.

33. Il faut, ce de fait, élaborer des instruments d'analyses des problèmes de développement de l'élevage qui soient simples mais puissants, qui seront toujours utilisés par les analystes de politiques africaines. Ces instruments devraient permettre d'estimer les gains et les pertes de chaque partenaire lorsqu'il est demandé aux Etats membres d'établir des liens de coopération de façon à accélérer le processus de développement et de croissance du secteur de l'élevage dans une sous-région donnée, dans le cadre de l'autosuffisance collective. Il va sans dire que le bon fonctionnement de ces instruments exigera la mise en place d'une base de données et d'un système de gestion de l'information efficace.

34. D'une manière générale, ces instruments devraient permettre d'estimer les gains économiques (ou les pertes, le cas échéant) émanant de l'harmonisation des politiques de développement de l'élevage ou de l'intégration des programmes de développement de l'élevage ou simplement de la facilitation du commerce sous-régional. Ainsi, leur utilisation honnête devrait favoriser une coopération sous-régionale véritable et durable en matière d'élevage.

Plus particulièrement, ces instruments devraient contribuer à :

a) Eliminer les difficultés de communication entre les analystes du développement de l'élevage et les décideurs, et de promouvoir un dialogue fructueux entre les responsables du développement de l'élevage et entre ceux-ci et d'autres acteurs, notamment les producteurs et les consommateurs qui sont des électeurs. Ces derniers deviennent une force importante car depuis le début des années 90, de plus en plus de voix s'élèvent en faveur de plus de démocratie en matière de développement d'une plus grande participation des populations à la vie de la nation et du continent et, surtout, d'une plus grande responsabilité devant le peuple. Ainsi, le développement des techniques d'établissement de modèles et leur vulgarisation au niveau des analystes de politiques pourraient permettre d'établir un dialogue constructif non seulement au niveau national mais également au niveau sous-régional;

b) Etudier de manière approfondie les facteurs limitant le développement;

c) Evaluer les objectifs (quantitativement) avant la prise des décisions ce qui permettra aux analystes de politiques d'évaluer leurs hypothèses et de limiter le nombre d'options, notamment en ce qui concerne l'utilisation des ressources;

d) Evaluer les effets multiples de programmes et politiques visant à modifier le rythme de développement économique allant de pair avec la transformation aux niveaux national et sous-régional et donc de permettre de juger de l'efficacité de politiques particulières en vigueur ou devant être appliquées;

e) Permettre aux décideurs de se prononcer de manière plus responsable sur la politique économique et les programmes qui s'y rapportent.

35. Si les modèles devraient être conçus de manière à stimuler le processus de développement du secteur de l'élevage au niveau sous-régional, des efforts devraient être faits pour lier le secteur au reste de l'économie de façon à assurer une complémentarité et un développement ordonné aux niveaux national et régional. Les incitations à créer des co-entreprises de production et de commercialisation de produits et sous-produits de l'élevage ne devraient pas être basés sur la réciprocité (avantage équilibré pour deux groupes donnés de pays en matière d'intrants ou de produits et/ou sous-produits de l'élevage) mais plutôt se faire à l'échelle du système (en incluant tous les Etats membres et les principaux produits). D'une manière générale, la sous-région devrait plutôt mieux s'en tirer du fait de la coopération en matière d'élevage.

36. L'utilisation de modèles devrait réduire la possibilité d'appliquer une série incohérente de politiques de développement qui sont contradictoires ou vont à l'encontre du but recherché. On peut donc recourir à des moyens d'intervention pour influencer sur le secteur et sur ses opérateurs de façon à atteindre l'objectif souhaité. En outre, l'utilisation de ces moyens d'intervention devrait permettre de créer un environnement propice à la participation effective du secteur privé, notamment par l'intermédiaire de multinationales africaines car le secteur deviendra exaltant sur le plan technique et attrayant sur le plan économique.

37. Les modèles seront conçus dans le cadre du CARPAS sans oublier qu'ils devraient être simples à mettre en oeuvre mais assez étoffés pour satisfaire les normes de qualité. Par exemple des modèles de programmation linéaire simples pourraient être conçus en utilisant les outils d'optimisation de Quatro Pro³. En outre, des modèles mis au point par la CIPIEA (Herd Simulator) utilisant un tableur ou par la FAO (DASI pour l'analyse de projets) pourraient être utilisés ou adaptés de façon à armer suffisamment les analystes de politiques d'élevage. Des modèles plus sophistiqués pourraient être mis au point pour les laboratoires de recherche. Toutefois, notre objectif est de veiller à ce que les décideurs prennent des décisions bien conçues et mûrement étudiées.

38. La condition première de l'utilisation effective de ces instruments est de s'engager à assurer un développement autonome comme cela a été indiqué dans le CARPAS et de convaincre les analystes de politiques que le secteur de l'élevage peut se développer dans le cadre de l'autosuffisance. Par la suite, il faut les préparer à convaincre les décideurs de la nécessité de

³ Quatro Pro est un logiciel puissant (tableur) qui ne nécessite que 640 k de mémoire vive, ce qui est suffisant pour la plupart des besoins en matière d'établissement de modèles à l'intention des analystes de politiques.

développer le secteur dans le cadre de l'autosuffisance collective et de la solidarité africaine en leur montrant les avantages que l'on pourrait retirer d'une plus grande coopération en matière de mise en valeur et d'exploitation des ressources animales du continent. Aussi, les efforts devraient-ils viser à aider l'analyste de politiques à avoir confiance en soi et à lui permettre de convaincre les décideurs de prendre des décisions judicieuses et à persuader les associations professionnelles que les politiques préconisées permettront effectivement de développer l'élevage et sont à l'avantage de la société dans son ensemble.

II. INTEGRATION DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE

A. Les mesures prises

39. Bien qu'il existe de nombreuses institutions⁴ oeuvrant dans le secteur de l'élevage sur le continent, peu de progrès ont été réalisés dans l'amélioration tant de la productivité que de la production dans ce secteur en Afrique. L'autosuffisance du continent en matière de produits alimentaires d'origine animale a baissé au cours de la dernière décennie passant d'un taux de 91,2% en 1980 à 88,2% en 1990 (tableau 1). Parallèlement, la consommation par habitant a baissé, en particulier en ce qui concerne les couches défavorisées de la population (population à faible revenu, personnes âgées, femmes et enfants). A titre d'exemple, la consommation par habitant est passée de 11,5 kg en 1980 à 10,7 kg en 1990.

40. L'existence des principaux groupements économiques n'a pas favorisé l'exploitation conjointe des ressources animales en vue d'une autosuffisance collective accrue conformément à la volonté d'autonomie exprimée dans le cadre du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos. En outre, ils n'ont pu ni stimuler ni même maintenir le niveau déjà assez faible du commerce des produits alimentaires d'origine animale et des produits d'élevage dans les sous-régions et entre celles-ci. Ainsi, au cours de la dernière décennie, les importations de viande ont augmenté à un taux annuel moyen de 4,2%. Par ailleurs, le secteur de l'élevage a de plus en plus contribué à la détérioration de la balance commerciale du continent. Le déficit commercial du secteur de l'élevage a augmenté, passant de 1,7 milliards de dollars E.-U. en 1980 à 2,5 milliards de dollars E.-U. en 1990 (tableau 2).

⁴ De nombreuses institutions mènent des activités en matière de recherche zootechnique et de développement de l'élevage en Afrique aux niveaux sous-régional, régional et international. Outre les principaux groupements économiques comprenant la CEDEAO, la CEA et la ZEP, nombreuses sont les organisations intergouvernementales qui s'occupent du développement de l'élevage dans le cadre de leur mandat respectif. Par exemple, le Bureau inter-africain pour les ressources animales de l'OUA (IBAR), l'UDEAC, la CEAO, la CEBV, le CILSS, la SADCC, l'OBK, la CEPGL, l'Union du fleuve Mano (MRU), l'UMA, l'ALG, l'IGADD s'intéressent au développement de l'élevage en Afrique. En outre le CIPEI et les deux institutions parrainées par le CGIAR (le CIPEA et le LIRMA) sont des institutions internationales dont l'activité a trait à la recherche zootechnique intéressant l'Afrique. Dans le système des Nations Unies, la FAO, notamment en sa qualité d'agence chef de file, participe activement au développement de l'élevage en Afrique. D'autres organes y participent également, soit en qualité d'institution financière (BAD, CEE, PNUD), soit en qualité d'institution financière et de développement (USAID, Banque mondiale, GIZ, FAC).

1. Les institutions internationales

41. La communauté internationale consacre des ressources considérables à la recherche par l'intermédiaire des institutions qu'elle parraine (CIRA). Ces institutions pourraient certainement beaucoup contribuer au processus de transformation structurelle de l'élevage en Afrique. Toutefois, à ce jour, leur contribution a été limitée non pas parce que le sujet de la recherche est entièrement inadapté, mais comme cela a été déjà indiqué, essentiellement parce que ces institutions entretiennent avec les services nationaux de recherche agricole (SNRA) des liens ténus et que souvent, les pays africains qui sont censés être les bénéficiaires de leurs activités n'exercent aucun contrôle sur leurs opérations.

42. Par ailleurs, les CIRA sont souvent entièrement dirigés par du personnel détaché par les donateurs et il est rare qu'un Africain y assume la plus haute responsabilité, que ce soit au niveau technique ou administratif. La présence d'Africains au sein des organes de décision de ces institutions influe peu sur les attitudes de la direction concernant les questions sus-mentionnées, sans doute à cause de la manière dont ceux-ci sont cooptés. L'argument souvent avancé par la direction de ces institutions pour justifier la présence insuffisante d'Africains au sein des organes de décision est que l'Afrique ne contribue pas beaucoup au budget.

43. L'élevage étant un secteur où les pays développés ont des intérêts évidents dans le marché africain, il est peut probable qu'une institution parrainée et contrôlée dans une large mesure par ces pays participe de manière significative à son développement en Afrique. C'est ce qui ressort des différentes études portant sur la position des responsables et des contribuables des Etats-Unis d'Amérique et des pays membres de la CEE.

44. En outre, l'Afrique est en mesure d'approvisionner les pays du Moyen-Orient qui, en tant que marché, intéressent particulièrement les pays développés. Il est évident que les contribuables des pays développés, qui fournissent des excédents de produits d'origine animale (bénéficiant de subventions élevées tant à la production qu'à l'exportation), exerceront des pressions autres qu'économiques sur les hommes politiques. Avec le développement de la bio-technologie au cours des années 90, si l'on ne surveille pas ces institutions, elles serviront probablement d'outils pour le transfert incontrôlé de gènes hors d'Afrique, ce qui réduirait davantage les potentialités du continent dans le secteur de l'élevage.

45. Les institutions de recherche pourraient être amenées à contribuer notamment à :

a) La réduction des pertes et du gaspillage dus aux insuffisances en matière de production, de commercialisation et de distribution ou aux distorsions résultant de politiques de développement mal conçues;

b) L'amélioration de la productivité des ressources animales en tenant compte des difficultés à assurer la viabilité et l'efficacité du secteur et de la nécessité de protéger et de préserver les ressources naturelles.

2. Les institutions africaines

46. Les principaux groupements économiques reconnaissent que l'aide qu'ils apportent aux Etats membres est limitée. En fait, leur rôle a consisté à rechercher de l'aide pour l'exécution de programmes nationaux plutôt qu'à contribuer à promouvoir des opérations intérieures ou des co-

entreprises (initiative privée ou publique) en matière de production et de commercialisation. Il semble que le personnel de ces institutions perd de plus en plus confiance en soi, sans doute parce que les politiques appliquées par celles-ci manquent d'effets.

47. La CEDEAO a, par exemple, adopté un programme d'action pour les ressources agricoles et naturelles pour les périodes 1986-1989 et 1990-1994. Ce programme visait à réaliser l'autosuffisance alimentaire dans la sous-région en l'an 2000. Tout en reconnaissant pleinement la nécessité de favoriser la complémentarité entre les Etats membres en matière de mise en valeur des ressources agricoles et naturelles, le programme n'est axé que sur la fourniture d'une aide, grâce à des ressources propres et extérieures, aux programmes nationaux et n'accorde pas l'attention voulue à la mise en commun et à l'exploitation conjointe des ressources dans le cadre de l'autosuffisance.

48. L'insuffisance des ressources dont dispose le secrétariat de la CEDEAO pour aider ou soutenir les programmes nationaux, les liens ténus existant entre celui-ci et les institutions nationales et le peu de coopération entre la CEDEAO et les autres OIG oeuvrant dans le même domaine ne permet pas au secrétariat de cette institution de satisfaire les aspirations des Etats membres. En outre, le secrétariat n'est pas en mesure de programmer de façon cohérente des actions concrètes visant à compléter effectivement les efforts nationaux car son financement relève beaucoup plus de sources extérieures.

49. La situation de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest n'est pas différente de celle des autres sous-régions. Les activités se confinent souvent aux études et étant donné que la capacité d'analyse est très insuffisante, les rapports établis sont descriptifs et les recommandations vagues. En fait, il est difficile aux décideurs de prendre des décisions fermes et des mesures pour amener les gouvernements et/ou les nationaux (société privées ou hommes d'affaires) à traduire ces recommandations en programmes d'investissement concrets. Au mieux, lorsque les recommandations sont approuvées par les organes de décision, un appel est lancé au secrétariat pour que celles-ci soient traduites en mesures concrètes. Dans la plupart des cas, le secrétariat tend à actualiser l'étude jusqu'à ce que le thème traité perde de son importance ou soit oublié.

50. Par exemple, l'élevage a été défini comme l'un des domaines prioritaires du programme d'action de la CEDEAO. Les efforts ont porté sur la multiplication du bétail trypanotolérant grâce à l'aide apportée aux centres existant en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Gambie, au Mali, au Nigéria et au Sénégal, du bétail muturu au Nigéria et des zébus en Mauritanie. Depuis 1981, la CEDEAO a effectué des études visant à évaluer la possibilité de conférer à ces centres un caractère sous-régional en matière d'approvisionnement tout en maintenant leur caractère national au plan de la gestion. Les activités menées par la CEDEAO au cours de la dernière décennie ont consisté à actualiser sans cesse l'étude effectuée en 1981. Une autre opération d'actualisation aura lieu au début de l'année prochaine.

51. En outre, dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, des OIG telles que la CEAO et la CEBV ont consacré des efforts et des ressources considérables à la relance de la coopération dans leurs domaines d'activité respectifs. Elles ont élaboré des projets visant à accroître les capacités de production de viande des Etats membres et à améliorer les capacités de transformation. Si certains projets ont été financés et menés à bien, ceux qui devraient permettre l'exploitation commune des ressources animales ont suscité moins d'intérêt de la part des donateurs.

52. S'agissant de la sous-région de l'Afrique du Centre, le secrétariat de la CEEAC accorde une place de choix à la promotion de la coopération dans le secteur de l'élevage. Toutefois, étant donné que l'institution est à ses débuts, les efforts faits ont été limités. A ce jour, le secrétariat a rassemblé les statistiques sur l'importance du secteur et procédé à l'analyse des difficultés rencontrées. Il est envisagé d'accorder la priorité à la mise en valeur du bétail trypanotolérant et des petits ruminants de façon à accroître l'autosuffisance en produits alimentaires d'origine animale et agricole.

53. Dans le bassin de la Kagera, la KBO oeuvre depuis 1982 à sensibiliser la communauté internationale à la nécessité de lutter contre la mouche tsé-tsé. Non seulement la présence du vecteur limite la production animale et agricole, mais également elle cause la perte de vies humaines, notamment en Ouganda. Alors que les autres organisations sont favorables à la multiplication du bétail trypanotolérant, la KBO a favorisé la lutte contre la mouche tsé-tsé. En association avec la FAO, la CEA aide, depuis ces deux dernières années, grâce à un projet financé par le PNUD, la KBO à vulgariser les techniques mises au point par le CIPEI⁵ pour lutter contre ce vecteur.

54. Après avoir mené avec succès la campagne panafricaine contre la peste bovine⁶, le secrétariat du Bureau inter-africain pour les ressources animales de l'OUA (IBAR), la seule organisation continentale s'occupant de ressources animales, accorde la plus haute priorité à la mise en oeuvre d'un programme identique de lutte contre la mouche tsé-tsé et la trypanosomiose dans les années 90 et au-delà.

B. Les mesures à prendre pour les années 90

1. Plan directeur visant à réduire les pertes et le gaspillage causés par la mouche tsé-tsé en Afrique

55. Il ressort de ce qui précède que la lutte contre les pertes dues à la trypanosomiose et le gaspillage dû à la mouche tsé-tsé figurent à l'ordre du jour de la plupart des OIG et des

⁵ Le CIPEI a fait d'énormes progrès en matière de lutte contre la mouche tsé-tsé grâce à des techniques simples mais efficaces (piégeage). Il s'agit d'une technique à faible coût qui exige la participation des éleveurs eux-mêmes, dans le cadre d'un développement autonome et qui, du point de vue de l'environnement ne présente pratiquement pas de risques. De même le LIRMA, le CIPEA et la FAO participent, par le biais de la recherche fondamentale, de la formation et de la mise en place de réseaux, à la lutte contre la mouche tsé-tsé et la trypanosomiose sur le continent.

⁶ Il faut rappeler que les pays africains ont passé la plus grande partie de la décennie des années 80 à demander à la communauté internationale et à négocier avec celle-ci son appui à une campagne d'éradication de la peste bovine. Malgré l'appel lancé par la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA dans une résolution, l'IBAR n'a pu négocier avec la CEE qu'un programme de lutte et non d'éradication dans les pays les plus touchés, programme qui était assorti de conditions à satisfaire par les pays bénéficiaires éventuels.

groupements économiques⁷. Cela est dû au fait que, après le lancement de la campagne panafricaine contre la peste bovine, les pays africains pensent qu'ils peuvent en appeler, avec succès, aux sentiments des populations des pays développés pour soutenir un effort visant à lutter contre le fléau qui touche également directement la vie des populations (maladie du sommeil).

56. Bien que la plupart des programmes reste au stade de l'élaboration, il convient de noter qu'un consensus s'est dégagé en vue de mettre en place un plan directeur pour réduire les pertes et le gaspillage dans les zones touchées par la mouche tsé-tsé. Ce plan devrait être soutenu et appliqué dans les années 90.

2. Création d'un fonds de développement de l'élevage

57. Le manque de ressources financières est considéré comme le principal facteur limitant les efforts de coopération dans le domaine de l'élevage. Comme il a été déjà indiqué dans ce rapport, le secteur peut se développer par ses propres moyens s'il existait un mécanisme approprié pour mobiliser les ressources, en assurer efficacement la gestion et les orienter vers les objectifs appropriés. Par exemple, la CEA a estimé que le patrimoine détenu par les éleveurs s'élevait à environ 58,2 milliards de dollars E.-U. en 1990, avec un revenu de 5,6 milliards et que l'augmentation du capital était de 558 millions de dollars E.-U. Par ailleurs, la Commission a estimé que les ressources allouées au continent et qui ne sont pas nécessairement libérées en faveur de l'élevage jusqu'en 1980, ne représentaient que 10% des pertes évitables encourues dans le sous-secteur bovin de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest en 1987.

58. Etant donné qu'au niveau des fermes, l'investissement et le crédit sont pratiquement inexistants, le patrimoine détenu par les éleveurs pourrait être facilement converti en liquidités pour couvrir les investissements et faire du secteur une activité économique rentable. Ainsi donc, le secteur est en mesure de fournir suffisamment de ressources financières non seulement pour améliorer les exploitations et les rendre plus rentables mais également pour contribuer davantage aux investissements, notamment dans les industries connexes.

59. La création d'un fonds de développement de l'élevage sous forme d'un guichet au sein d'une institution financière opérationnelle telle que la BAD pourrait permettre de fournir les services nécessaires à un développement autonome et auto-entretenu du secteur de l'élevage sur le continent. Bien qu'une étude de faisabilité soit nécessaire à cet effet, à priori, on peut dire que le fonds pourrait être créé à partir d'une contribution obligatoire acquittée en une fois dès le départ. Cette contribution, qui pourrait constituer la part de chaque pays concerné, pourrait être fixée sur la base de la quantité moyenne (sur une période de cinq ans par exemple) d'unités de bétail tropical (UBT) détenue par les pays à excédent et la quantité moyenne consommée par an dans les pays à déficit. Le versement incomberait aux gouvernements et pas nécessairement et directement aux producteurs ou aux consommateurs.

⁷ La CEBV a également élaboré un projet de lutte contre la trypanosomiase dans la vallée du fleuve du Niger qui intéresse le Bénin, le Burkina Faso et le Niger, mais n'a pu obtenir de financement. Par ailleurs, suite à une réunion d'experts de l'élevage d'Afrique de l'Ouest, organisée en février 1988 par la CEA en collaboration avec les OIG, le Centre de recherche sur la trypanosomiase animale (CRTA) dont le siège est au Burkina Faso, a été retenu pour devenir centre sous-régional.

60. Par exemple une partie des impôts perçus au niveau de l'abattoir et à l'exportation dans les pays producteur pourrait être affectée à cette contribution obligatoire. De même, dans les pays à déficit, des impôts pourraient être levés sur les importations de viande congelée subventionnée de façon à aligner les prix de la viande d'origine intérieure et extérieure proposée à la consommation. D'autres sources de financement pourraient être constituées par les intérêts sur les opérations du Fonds, une partie des recettes fiscales provenant de l'importation d'intrants et produits d'élevage non disponibles ou disponibles en quantité insuffisante sur le marché local de façon à satisfaire la demande dans la sous-région ou au niveau du continent.

61. Le Fonds pourrait être constitué de ressources à prêter pour la mise en valeur des ressources animales, notamment pour obtenir des produits laitiers et carnés de qualité destinés à la consommation locale et extérieure, transformer les matières premières provenant de l'élevage, notamment le fumier et les sous-produits des abattoirs, développer une industrie d'approvisionnement en produits vétérinaires et en aliments de bétail, et créer et développer des agences-conseils.

62. Le Fonds pourrait fournir des subventions pour financer la recherche pratique ou limiter les effets des catastrophes (sécheresse généralisée, épizooties ou effondrement du marché des produits de base), qui relèvent des préoccupations sociales et non de la responsabilité privée. Des subventions particulières pourraient être accordées pour ouvrir des débouchés ou pour développer de nouvelles possibilités de production. D'une manière générale, le Fonds devrait servir à assurer un développement durable du secteur de l'élevage dans le cadre de l'autosuffisance.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

63. Dans un environnement propice, le secteur de l'élevage est en mesure de se développer, de manière autonome, de façon à permettre la réalisation d'une plus grande autosuffisance en produits alimentaires d'origine animale et de la sécurité collective en matière de produits alimentaires d'origine animale, et à contribuer à la croissance contenue et au développement du continent. En outre, dans de nombreux pays africains, l'élevage constitue sinon le principal pilier du moins l'un des piliers de l'économie rurale et l'on pourrait faire en sorte qu'il contribue à sa transformation structurelle. Cependant, les potentialités en matière de productivité et de production n'ont, à ce jour, pas été exploitées au point d'exercer des effets mesurables satisfaisants sur les efforts visant à assurer la sécurité alimentaire collective en matière de produits alimentaires d'origine animale avec une consommation par habitant plus élevée et à contribuer à la croissance générale et au développement.

64. Pour renverser les tendances actuelles, les gouvernements africains devraient collectivement prendre les mesures nécessaires à la transformation structurelle de l'économie pastorale, notamment dans le cadre de la future Communauté économique africaine. Les recommandations contenues dans le présent rapport constituent le minimum à mettre en oeuvre pour créer un environnement propice qui permette au secteur non seulement de se développer par ses propres moyens mais également de contribuer effectivement à la transformation structurelle de l'économie rurale tout en fournissant suffisamment de protéines animales pour satisfaire la demande collective dans les années 90 et au-delà.

65. Ces recommandations concernent quatre domaines principaux, à savoir la recherche, la mise au point d'un système de gestion de l'information et d'outils d'analyse, l'élaboration et la mise en

oeuvre d'un plan directeur pour la réduction des pertes dues à la mouche tsé-tsé, et la création d'un fonds de développement de l'élevage. Elles devraient être appliquées bien au-delà des années 90.

A. Harmonisation des politiques de développement de l'élevage

66. La nature de la production animale en Afrique exige une coopération effective dans le secteur de l'élevage. On dit souvent que le développement de l'élevage dans un pays donné peut affecter ou être affecté par les attitudes des pays voisins. Comme cela a été indiqué dans le présent rapport, peu d'activités ont été menées par les groupements économiques et les efforts faits par la CEA pour influencer dans le sens souhaité les activités des groupements économiques ont été en-deça des espérances.

67. Pour accroître les chances de mener à bien tout programme d'harmonisation des politiques de développement de l'élevage au niveau sous-régional à l'avenir, il est recommandé de :

a) Fournir des services consultatifs aux Etats membres qui élaborent un cadre stratégique et des programmes de développement de l'élevage de façon à veiller d'abord à ce qu'il y ait une harmonisation parfaite des politiques et une intégration des programmes au niveau national et à amener le gouvernement concerné à tenir compte de l'aspect régional de l'élevage;

b) Mettre au point un système de gestion de l'information et développer la capacité d'analyse des principaux groupements économiques et des OIG oeuvrant dans le secteur de l'élevage.

68. La CEA et les OIG concernées devraient veiller à fournir aux Etats membres les services consultatifs requis, notamment en ce qui concerne les spécialistes. Par ailleurs, la CEA devrait, en collaboration avec la FAO et le CIPEA et en consultation avec les principaux groupements économiques, être chargée de mettre au point le système de gestion de l'information et les outils d'analyse ainsi que de l'organisation de la formation nécessaire des analystes de politiques, notamment aux niveaux sous-régional et régional.

B. Fonds de développement de l'élevage

69. Etant donné l'importance que revêtirait un fonds de développement de l'élevage pour le développement autonome de ce secteur, il est recommandé que la BAD et le FIDA, en collaboration avec la CEA, la FAO et l'OUA, effectuent une étude de faisabilité sur la création d'un tel fonds. Les ressources du Fonds pourraient être fixées à 10% des pertes évitables estimées à 4,7 milliards de dollars E.-U. que la société aurait encourue ou a encourue en 1990 seulement. Le montant visé (un demi milliard de dollars E.-U.) peut être facilement obtenu grâce à quelques réaménagements des politiques et à la gestion commune des ressources existantes.

C. Recherche

70. La recherche joue un rôle extrêmement important dans la transformation structurelle de l'élevage en Afrique étant donné que ce secteur doit passer d'une exploitation basée sur les ressources naturelles à une exploitation plus scientifique. Il faudrait en particulier amener les institutions de recherche à contribuer plus efficacement au développement de l'économie pastorale. Cela pourrait exiger :

a) Le recentrage et la réorientation de la recherche de façon à tenir dûment compte, par exemple, de la révolution biologique. En effet, étant donné que le génie biologique jouera probablement un rôle important dans le secteur de l'élevage des pays développés au cours des années 90, les institutions de recherche, notamment celles qui sont parrainées par le GCRAI, devraient être amenées à contribuer à la promotion du partenariat dans la révolution biotechnologique;

b) Le renforcement de la collaboration entre institutions de recherche aux niveaux national et régional;

c) La promotion d'une collaboration plus étroite entre les chercheurs et les spécialistes des questions sociales et entre les scientifiques et les analystes de politiques.

71. Tout en ayant à l'esprit que l'Afrique devrait accroître sa contribution, financière notamment, au budget des institutions internationales même si cela revient à imposer certains des bénéficiaires (producteurs et consommateurs à revenu élevé). L'Afrique devrait s'efforcer de faire davantage entendre sa voix en ce qui concerne les activités de ces institutions sur le continent.

72. Il a été recommandé de donner à la Commission scientifique, technique et de la recherche du Bureau inter-africain pour les ressources animales (IBAR) de l'OUA, en collaboration avec les principaux groupements économiques et la CEA, le mandat et les moyens de trouver avec les principales institutions de recherche, les voies et moyens de garantir que les activités de ces institutions soient conformes aux priorités des pays africains et portent sur les domaines intéressant ceux-ci, et que les résultats soient porteurs de changements véritables qui permettent la croissance et le développement du secteur de l'élevage, notamment dans le cadre de l'autosuffisance.

D. Intégration des programmes de développement de l'élevage

73. Sans un développement des capacités des principaux groupements économiques, il est peu probable que ceux-ci soient en mesure d'amener les Etats membres à s'engager dans des co-entreprises visant à assurer une plus grande autosuffisance. Sauf à engendrer "une assistante gratuite" et des avantages équitables à presque chaque pays, il est peu probable que le programme décolle car il ne bénéficiera pas du soutien politique nécessaire. C'est en particulier le cas lorsque chaque pays membre doit appuyer un projet sous-régional avant d'être pris en compte par le donateur. La recherche de signatures est souvent une source de gaspillage des ressources rares de l'OIG concernée.

74. Il est donc recommandé de concentrer, au cours des années 90 qui sont considérées comme une décennie de transition de l'assistance extérieure à l'autonomie, les efforts sur la mobilisation des groupements économiques pour l'organisation et la mise en oeuvre d'une campagne panafricaine contre la trypanosomiase et la mouche tsé-tsé.

75. L'IBAR pourrait être chargé d'élaborer, en collaboration avec le CIPEI, le LIRMA, la CEA, la FAO et l'OMS et en consultation avec les principaux groupements économiques, un plan directeur pour la réduction des pertes et du gaspillage dûs à la présence de la mouche tsé-tsé sur le continent et de mobiliser les ressources tant intérieures qu'extérieures pour sa mise en oeuvre. Ce plan devrait être axé sur des techniques de lutte contre la mouche tsé-tsé qui exigeraient la participation des éleveurs, ne présenterait pas de risques pour l'environnement et serait peu onéreux (avec une proportion réduite d'intrants importés).

76. Il est proposé que la Conférence donne des directives appropriées au Secrétaire exécutif de la CEA, au Secrétaire général de l'OUA et au Directeur général de la FAO pour que ces recommandations soient effectivement appliquées. Ceux-ci devraient rendre compte de manière appropriée à la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique et à la réunion biennale des ministres de l'OUA chargés de l'élevage.

77. La Conférence devrait cependant veiller à ce que pendant l'élaboration du document directif et de la définition des domaines prioritaires pour le cinquième cycle de programmation du PNUD, l'attention voulue soit accordée au secteur de l'élevage et en particulier que la mise en oeuvre du plan directeur figure en tête de priorités. Le Secrétaire exécutif de la CEA et le Secrétaire général de l'OUA devraient être dûment mandatés pour contacter le reste des donateurs en vue d'une assistance pour l'application de ces recommandations et en rendre compte de manière appropriée.

REFERENCES

- CEBV, 1990. CEBV 20ème Anniversaire, Conseil de l'Entente - Communauté économique du bétail et de la viande.
- CEEAC, 1990. Etude-Diagnostic de la situation agricole et alimentaire des pays membres de la CEEAC: Secteur de l'élevage - Propositions pour le développement de la coopération sous-régionale.
- ECA, 1990. Project on the control of tsetse and trypanosomiasis in the Kagera Basin.
- ECA, 1988a. Report to the Conference of Ministers on "Measures Taken to Harmonize Livestock Development Policies in Africa: The Performance of the Sector and the Impacts of Structural Adjustment Programmes".
- ECA, 1988b. Framework for Interventions in the Livestock Sector of West Africa.
- ECA, 1988c. Master Plan for the Prevention, Reduction and Elimination of Losses and Waste in the Livestock Sector of the West African Subregion: The Basic Principles.
- ECA, 1987. Report on a Survey of Agricultural Research and Programmes for Livestock Development in the African Region.
- ECA, 1985. Comprehensive Policies and Programmes for Livestock Development in Africa - Volume I: Problems, Constraints and Necessary Future Action.
- ECOWAS, 1986. Journal officiel Vol. 9 - Protocole, décisions et directives.
- ECOWAS, 1982. Journal officiel Vol. 4 - Protocole, décisions et directives.
- ILCA, 1987. "ILCA's Strategy and Long-Term Plan". Addis Ababa.
- OAU/IBAR, 1990a. Report of the Meeting of Directors Responsible for Animal Resources.
- OAU/IBAR, 1990b. Resolutions of the Third Conference of Ministers Responsible for Animal Resources, Nairobi, Kenya, 1-5 October 1990.
- OAU/STRC, 1989. International Scientific Council for Trypanosomiasis Research and Control: Report and Recommendations of the Twentieth meeting, Mombasa, Kenya.

Annexe

IMPORTANCE DE L'ELEVAGE DANS L'ECONOMIE AFRICAINE

Tableau 1. Certains indicateurs sur les résultats de l'élevage en 1980 et projections pour 1990

	Cheptel (1000 UBT*)		Production de viande (1000 MT)		Importation nette de viande (1000 t)		Consommation de viande (1000 MT)		CAS en viande (%)	
	1980	1990 Est.	1980	1990 Est.	1980	1990 Est.	1980	1990 Est.	1980	1990 Est.
Sous-région										
Afrique du Nord	44 624	47 365	1 439	1 828	-344,97	-517,59	1 783,97	2 345,59	16,57	80,66 %
Afrique centrale I	11 891	13 925	202	287	-19,90	-75,60	221,90	362,60	12,21	91,03 %
Afrique centrale II	3 124	3 295	107	126	-11,70	-45,90	118,70	171,90	3,33	90,14 %
Afrique de l'Est et australe	106 688	121 395	1 719	2 032	7,53	-48,57	1 711,47	2 080,57	11,82	100,44 %
Afrique de l'Ouest	44 698	46 683	1 253	1 654	-84,43	-102,56	1 337,43	1 756,56	9,26	93,69 %
Toute l'Afrique	211 025	232 663	4 720	5 927	-453,48	-790,22	5 173,48	6 717,22	11,48	91,23 %
									10,70	88,24 %

* Une unité de bétail tropical (UBT) équivaut à un animal de 250 kg (poids vif), les boeufs, et les chevaux équivalent à 1 UBT, un mouton et une chèvre à 0,1 UBT et un porc 0,02 UBT.

Source : CEA d'après les imprimés d'ordinateur sur la production de la FAO, avril 1990, FAO Rome.

Tableau 2 . Commerce net des produits de l'élevage en 1980 et projections
pour 1990 et part de chaque région déficitaire
(1,000 US\$)

Sous-région	Importation		Exportation		Commerce net		Part de chaque sous-région	
	1980	1990	1980	1990	1980	1990	1980	1990
Afrique du Nord	866 447	1 736 507	10 128	5 857	-856 319	-1 730 650	49,73 %	70,23 %
Afrique centrale I	82 121	144 908	3 741	78	-78 380	-144 830	4,55 %	5,88 %
Afrique centrale II	46 438	77 783			-46 438	-77 783	2,70 %	3,16 %
Afrique de l'Est et australe	231 603	289 903	106 032	71 531	-125 571	-218 372	7,29 %	8,86 %
Afrique de l'Ouest	618 146	292 849	2 878	145	-615 268	-292 704	35,73 %	11,88 %
Toute l'Afrique	1 844 755	2 541 950	122 779	77 611	-1 721 976	-2 464 339	100,00 %	100,00 %

Source : CEA d'après les imprimés d'ordinateur sur la production de la FAO, avril 1990.